

REPPER

RÉSEAU D'ÉCHANGE DE PROJETS ET DE PROGRAMMES EN FAVEUR DES ENFANTS DE LA RUE

N°4

MARS 1997

LE TRAVAIL DES ENFANTS : NOCIF POUR LEUR DÉVELOPPEMENT ?

- 3 POINTS DE VUE : ILS SONT PROCHES -

FRANÇOIS LEFORT (- Médecins du Monde - 62 rue Marcadet - 75018 Paris-)

Plusieurs fois, dans beaucoup de pays différents, en parlant à des enfants de la rue, je leur ai dit :

" Vous savez, en France, les enfants n'ont pas le droit de travailler avant l'âge de 16 ans . "

La réponse est toujours la même : " Pourquoi tu mens ? "

" Je ne mens pas - je te le jure, en France les enfants n'ont pas le droit de travailler. "

Et l'enfant de la rue prend généralement un air désolé et commente " Oh les pauvres ! "

Il est des discours sur le travail des enfants qui apparaissent comme un exutoire occidental, comme pour se donner bonne conscience. **S'ils ne pouvaient pas travailler, beaucoup d'enfants de la rue mourraient.** S'ils ne pouvaient pas travailler, beaucoup d'enfants de la rue **perdraient ainsi une dernière espérance** d'apprendre un métier, de s'insérer dans la société.

Le grand scandale ce n'est pas qu'il y ait des enfants au travail, c'est qu'il y ait des enfants qui n'ont pas de parents ou de quoi manger et n'ont pas d'autres moyens d'avoir un avenir, de survivre, que de travailler.

L'urgence est donc de redonner un foyer, une école à tous les enfants : le reste viendra après. Toute interdiction rend la vie des enfants au travail plus difficile qu'aujourd'hui.

Il faut lutter pour que les enfants ne soient plus exploités, réduits en esclavage, conduits à pratiquer des métiers non formateurs ou dégradants (travail à la chaîne, prostitution, tri des ordures, etc etc).

Oui ! Moi aussi je rêve d'un monde où aucun enfant ne travaillera car il aura de quoi manger et il pourra aller à l'école

Il ne faut pas inverser les priorités.

Avant de parler au nom des enfants, il faudrait peut-être les écouter.

ARMEL DUTEIL (- Ass. Claire Enfance à St Louis, Sénégal - Aujourd'hui à Conakry- Guinée - B.P.2016 -)

La Convention des Droits de l'Enfant est très importante et une base intéressante sur laquelle nous pouvons appuyer notre action . Mais elle n'est pas adaptée aux problèmes des enfants en difficultés et/ou travailleurs.

Le droit d'avoir une famille est essentiel et nous aidons ces enfants à retourner chez eux quand cela est possible, mais ce n'est pas toujours le cas : ce que les enfants demandent alors, c'est le droit de vivre libres et heureux dans la rue, d'être protégés non seulement des chefs de bande mais aussi des policiers qui font des rafles, arrêtent les enfants même s'ils n'ont commis aucun délit et ensuite les tabassent fortement dans les commissariats. Bien sûr, il est important de lutter contre le travail des enfants, surtout lorsqu'il s'agit d'une véritable exploitation ou de travaux dangereux. Mais vu les problèmes économiques de la ville, beaucoup d'enfants, à St Louis, ont besoin de travailler pour vivre et aussi pour aider leur famille à vivre. De toutes façons ils ne pourront pas aller à l'école : il n'y a pas un enfant sur deux scolarisé dans le pays, l'État n'en a pas les moyens . Ne vaut-il pas mieux travailler que rester à ne rien faire ? **Ce que les enfants réclament c'est le droit au travail, mais dans des conditions meilleures,**(une protection suffisante, le respect, des tâches qui ne soient pas trop lourdes, un salaire qui corresponde au service rendu...) **et la possibilité d'être formés.**

Nous travaillons dans ce sens avec les organisations d'une dizaine de pays de L'Afrique de l'Ouest.

Nous rencontrons également les autorités pour qu'au niveau législatif, il soit possible pour ces jeunes de créer de petites unités de production sans être obligés de subir la législation très lourde et compliquée qui concerne les entreprises.

2 théories s'affrontent : **Le BIT** (Bureau International du Travail) constate la précarité de la situation des enfants au travail. ...La législation internationale réclame l'abolition du travail infantile et porte les traces du traumatisme des sociétés occidentales coupables d'avoir exploité des milliers d'enfants dans les usines.

Les Institutions privées et publiques qui s'occupent d'enfants défavorisés considèrent que, pour eux, travailler est le moyen d'accéder à la dignité et à la réalisation de soi-même. C'est, en tous cas, notre position au Pérou.

Pour dépassionner le débat, 2 questions sont nécessaires:

Quel est, au niveau individuel, l'impact du travail sur le développement de l'enfant ?

Quel est, au niveau social, l'impact du travail des enfants sur le développement de la société péruvienne ?

Au niveau individuel, les arguments contre le travail sont nombreux : il empêche les enfants de jouer, de recevoir une éducation, d'être en apprentissage; il les soumet à des dangers, ceux provoqués par des horaires excessifs, des charges trop lourdes, des rémunérations insuffisantes ... Souvent cela est vrai. Mais ces arguments valables autrefois, sont difficilement recevables dans le Pérou actuel : ce pays compte 70% de chômeurs dont 50% ont moins de 18 ans- y avoir un emploi est considéré comme une énorme chance.

Parmi les différentes activités exercées par les enfants, on recense des travailleurs familiaux, des petits artisans, (cireurs de chaussures...) des aides cuisiniers, des vendeurs de bonbons, cigarettes, glaces.....

Un cas concret : Francisco, enfant de la rue, devenu vendeur de glaces : pour attirer la sympathie des acheteurs, il a appris la propreté, puis la ponctualité (il faut être le premier à pied d'oeuvre !), l'épargne pour compenser les jours de pluie (synonymes de mévente), le marketing pour améliorer son chiffre d'affaires Le fait de travailler a permis à cet enfant, (et à beaucoup d'autres), de découvrir ses capacités, de les améliorer, de comprendre le fonctionnement de la société, de s'y insérer.

En Occident, les sociétés préfèrent éliminer les risques afin que l'enfant grandisse dans un milieu protégé.

Il sera considéré comme responsable, capable de faire face à la réalité, seulement à l'âge adulte.

Au Pérou, l'éducation populaire pour des raisons culturelles et conjoncturelles, confie des responsabilités aux enfants d'âge scolaire.

Qui a raison ? Y a-t-il un modèle ? Qui doit décider ce qui convient à l'enfant ? Les Parents ? Les Enfants ? L'État ? Les Organismes Internationaux ?

Quel est l'impact du travail **sur la scolarisation** ?

Les enfants qui travaillent désertent l'école - c'est vrai - mais en l'état actuel des choses, l'éducation péruvienne ne joue pas le rôle formateur que l'on serait en droit d'attendre. Abolir le droit de travailler ne rendrait pas pour autant l'école attractive et les formations accessibles.

sur l'emploi ? L'enfant est-il un concurrent pour l'adulte ?

Les risques sont minimes car les enfants travaillent en général dans des secteurs qui leur sont propres et seulement 4,6 pour cent des postes qu'ils occupent seraient susceptibles d'intéresser les adultes, dans les mines, la manufacture, la construction etc...

Ce n'est donc pas le travail des enfants mais **LA PAUVRETÉ** qui engendre l'inégalité des chances, celles de pouvoir découvrir et révéler des talents individuels.

Pour conclure : le travail des enfants correspond à une nécessité. Mais ce constat implique un immense effort pour améliorer les compétences des jeunes, pour garantir la reconnaissance sociale des enfants et des adolescents.

Deux thèmes de réflexion se dégagent de vos lettres, des réunions entre associations:

- *Les volontaires, les bénévoles, en avez-vous besoin ? Qu'attendez-vous d'eux ? Comment les choisir, les accueillir, les former ? Quelle est pour vous la durée minimale de leur séjour dans vos institutions ?*

- *Les rapports entre les associations et les médias : nécessaires ? dans quelles limites ?*

*Ils seront abordés dans les prochains numéros du bulletin, **évidemment si vous répondez !!!***

*Écrivez nous à " **CONSTRUIRE**", 16 rue de la Glacière - 75013 - Paris . France -*

CONSULTANTS DU MONDE

Hubert Landier - 54 rue St Lazare- 75009 Paris - Tel et Fax : 01 44 53 08 85

Les Consultants du monde, réseau international constitué en 1993, sont des professionnels en exercice issus de domaines variés : création et gestion d'entreprise ou de projets (économiques, sociaux, culturels), relations humaines, responsables de production (industrielle, agricole). Ils interviennent à titre bénévole afin d'aider les initiatives nées sur le terrain à se concrétiser. Du diagnostic à la mise en oeuvre des actions, de l'ébauche du projet à l'évaluation des résultats, leurs interventions s'appuient sur une déontologie forte, fondée notamment sur la conviction que la reconnaissance de valeurs issues de cultures différentes permet de progresser ensemble, et sur un impératif : les acteurs locaux doivent conserver la maîtrise de leurs initiatives.

Les demandes sont en général issues du terrain, par l'intermédiaire des contacts "de réseau" noués par Consultants du Monde.

CDM a déjà eu l'occasion de travailler en liaison avec le thème des enfants des rues, en rédigeant une synthèse des travaux du séminaire de Rufisque (5-8 décembre 1994), à la demande des organisateurs. Ils ont par ailleurs réalisé un audit du Fonds de Solidarité avec les Enfants de la Rue animé par François Lefort.

En Juillet dernier CDM est intervenu à Bogota (Colombie) à la demande de l'Association " La Bergerie " en vue de réaliser un audit de son organisation . Le rapport réalisé après audition, sur place, des principaux responsables, aura permis à l'Association de prendre des mesures afin d'améliorer l'efficacité de son action .

Dans les mêmes conditions, CDM s'est rendu au Guatemala en Février 97 à la demande de l'Association " les 3/4 du Monde " en vue d'aider les Associations" Cedic "et "Solo Para Mujeres" à organiser leur communication avec les Associations Européennes bailleurs de fonds.

ASHALAYAM - Calcutta

Association de soutien à Ashalayam- chez Mme Hélène Cabral - 100 Bd Kellermann 75013 Paris - Tel. 01 45 88 95 80

Un terrain de presque 2 hectares a été acheté à Kalyani (60 Km de Calcutta), en pleine campagne, pour y construire 8 petites maisons accueillant, chacune, 5-6 enfants de la rue souffrant de déficience mentale : ce cadre naturel (ferme - cultures...) se veut un lieu d'épanouissement pour ces enfants qui ne peuvent s'adapter aux autres foyers d'Ashalayam et risqueraient de finir dans des asiles sinistres.

LES RESPONSABLES CHERCHENT

-un volontaire bénévole compétent en informatique (Access), prêt à venir travailler quelques mois pour, entre autre, aider à la réalisation d'un fichier des enfants.

-une photocopieuse assez performante. (L'association, en France, doit envoyer régulièrement ses bulletins à ses 1.000 adhérents et souhaite absolument réduire les frais de fonctionnement pour envoyer d'avantage d'argent à Calcutta)

- des contacts, des renseignements, des personnes, pour obtenir un fret aérien gratuit ou à tarif très réduit : du matériel est stocké en France (vêtements, livres...) et ils ne savent pas comment l'acheminer.

RUE DES ENFANTS

79 Avenue de la République - 75543 Paris cedex 11 - Tel. 01 46 40 17 92

Association créée par une quinzaine d'étudiants de l'E.S.C.P : (École Supérieure de Commerce de Paris) conseillés par différents "sages" ayant une longue expérience de l'action auprès des enfants de la rue et après une mission d'observation au Bénin, ils ont constaté la difficulté des responsables de programme à évaluer, financer et pérenniser leur action . Ils ont donc décidé de mettre leurs compétences au service de ces programmes. Ils proposent d'aller, sur place, en mission courte, (environ un mois) apporter aux programmes locaux, une aide **administrative** (rédaction de dossiers à monter pour obtenir des subventions ou un financement), **comptable** (mise en place d'un outil simple, directement utilisable par les structures d'accueil et permettant d'afficher une transparence financière vis à vis des organismes donateurs) **informatique** (si la situation le permet).

Leurs motivations ? " C'est là, dans les rues de Manille, de Nouakchott, de Calcutta, que se construit l'avenir, dans ces villes où, souvent, plus de la moitié de la population a moins de 20 ans. Proches, par notre jeunesse, de tous les enfants oubliés, nous voulons consacrer de notre temps et utiliser nos compétences pour les aider à vivre plus dignement".

FONDATION SCELLES : " Briser les chaînes d'un nouvel esclavage "

14 rue Mondétour - 75001- Paris- Tel. 01 40 26 04 54- Fax : 01 40 26 04 58

Président Fondateur : Jean Scelles

Créée en 1993, la Fondation prolonge l'action de Jean et Jeanne Scelles contre l'exploitation humaine sous toutes ses formes (**prostitution, pornographie, trafic d'organes, tourisme sexuel...**) et contre les injustices sociales. La mission de la Fondation est de débanaliser et faire reculer l'exploitation sexuelle en sensibilisant l'opinion publique et en agissant sur les gouvernements. Elle se base sur ce constat accablant : **aujourd'hui, 10 millions d'êtres humains** sont prostitués dans le monde, dont, environ, **2 millions d'enfants**.

L'action de la Fondation suit trois orientations.

1- Observer : A travers l'activité du CRIDES (Centre de Recherches Internationales et de Documentation sur l'Exploitation Sexuelle) créé en 1994 à Paris, la Fondation rassemble toutes les informations et études concernant l'exploitation sexuelle dans le monde, afin d'appuyer les acteurs impliqués dans cette lutte : associations, organisations internationales, pouvoirs publics, instances judiciaires.

2- Soutenir les actions des associations : Celles-ci sont nombreuses, aussi bien en France qu'à l'étranger, à intervenir sur le terrain (prévention, soutien matériel et moral des personnes prostituées, réinsertion...). La Fondation consacre une part importante de son budget au soutien financier d'actions engagées sur le terrain. **Elle attribue des bourses**. Ses critères de sélection sont : urgence, innovation, efficacité. Le Comité "Projets Associatifs" est chargé d'étudier et de sélectionner les projets qui seront ensuite soumis au Conseil d'Administration, et de les évaluer après leur mise en oeuvre.

3- Informer : L'action sur l'opinion publique nécessite une concertation soutenue avec les médias à qui la Fondation fournit régulièrement études, documents, témoignages... "La lettre de la Fondation Scelles" complète cette information.

La Fondation recherche des bénévoles.

Son travail est basé sur la participation de bénévoles qui fonctionnent en équipes, en fonction de leur disponibilité, et dans le cadre déterminé par une "Charte du Bénévolat". Les besoins, pour compléter les équipes existantes sont les suivants :

- documentalistes, chargés de l'organisation des activités du CRIDES

- lecteurs, pour réaliser des revues de presse, ou des résumés des documents reçus par le CRIDES

- chargés d'études, afin de rédiger des synthèses par thèmes ou par continent et pays

- rédacteurs/journalistes chargés de mettre en forme les informations destinées à la diffusion

- traducteurs, pour faire les synthèses des documents en langue étrangères reçus par le CRIDES (anglais, espagnol, portugais, italien, allemand, russe, japonais...)

- assistants de secrétariat, de saisie informatique

- correspondants professionnels dans les domaines suivants : médical, enseignement, juridique, médias, élus politiques,

- religieux de toutes confessions, agents de tourisme...

- correspondants à l'étranger, afin de compléter notre réseau international de collecte d'informations

- étudiants, que nous accueillons volontiers pour nous aider dans les différentes missions décrites ci-dessus

Les offres éventuelles de bénévolat sont à présenter à la Fondation Scelles.

Préciser : nom, adresse, nationalité, temps disponible et poste envisagé.

.....RENCONTRES AVEC..... RENCONTRES AVEC.....

- **"MAMA" KOUYATÉ** : (B.P. 4255-01 - Ouagadougou - Burkina Faso- Tel. 226 30 69 34)

Elle a créé en 1988, à Ouagadougou, la compagnie théâtrale "WAMBÉ". La troupe compte aujourd'hui une trentaine d'enfants de 3 à 15 ans, issus de diverses ethnies, arrachés à la rue. Mama y enseigne les traditions africaines à travers les chants, les danses, les mimes, les masques, les fables.

Comédienne dès son plus jeune âge, (elle a joué dans les grandes troupes théâtrales du Burkina Faso), passionnée par les enfants, elle a toujours pensé " qu'eux seuls pouvaient prendre la relève d'une culture africaine en perdition ". Elle a donc décidé de faire la route avec ceux qui, orphelins ou isolés du fait de la séparation des parents, avaient quitté les bancs de l'école faute de pouvoir s'acquitter des 2000FCFA que le maître réclamait. Elle préfère les termes " gosses défavorisés pour qui la simple évocation de la mère fait monter les larmes" plutôt que "enfants de la rue". Pour les soigner, les nourrir, leur apprendre à lire, à écrire, elle a tout vendu (ses machines à coudre, ses 2 taxis).

Avec le soutien de quelques fidèles, de la troupe du théâtre de Suisse Romande elle a effectué une première tournée en France. Aujourd'hui la compagnie compte à son actif de nombreuses participations à des rencontres internationales. Mais surtout le "Wambé" organise des ateliers de balafon, de percussion, d'awalé, de fabrication de jouets à partir d'objets récupérés dans les poubelles et a pu construire le "village artistique des enfants" reconnu d'utilité sociale par l'Etat burkinabé: il est animé par les grands du Wambé qui sont aussi les moniteurs. Les Suisses ont financé la clôture...

l'électricité est installée, reste le restaurant, le Zonfa (la bonne bouffe) qui attend son sponsor. Il accueillera les enfants d'occident pour qu'à travers l'expression artistique tous les enfants du monde puissent échanger.

- **ALEXANDRE OGORODNIKOV**: Il travaille auprès des enfants à Moscou. Nous en parlerons dans le prochain Numéro!

PETITES ANNONCES

ADHÉSION A REPPER :

L'ANERSEER : Ass. Nationale pour l'Éducation et la Réinsertion Sociale des Enfants de la Rue.

08- B.P.11377- Ouagadougou - Burkina Faso-

L'ALPHABET DES DROITS DE L'ENFANT

réalisé par "Timoun d'Haïti"
-18 rue Mirabeau- 59800 - Lille -
est à diffuser dans tous les milieux concernés par les jeunes.

Prix de l'unité 5FF.

Exemple : **N** comme Nom et Nationalité : l'enfant a droit à un nom , une nationalité .

Article 7 de la convention.

ARTISANAT:

AIMERA (-25 Avenue Foch - 68000 COLMAR - France-)
a recensé et regroupé dans un même catalogue les objet fabriqués et vendus par 4 Associations : **VIRLANIE** (Philippines- D. Lemay)
ASHALAYAM (Calcutta- Inde- F. Boisset)
QOSCO MAKI (Pérou-)
OSER (Douala- Cameroun- Ch. Chateau)

Si vous avez des cadeaux à faire

(certainement, vous en aurez !!!!)
Pensez à les choisir dans ce catalogue.

Les dons des particuliers aux Associations ouvrent droit à une réduction d'impôt de 50 % du montant des dons dans la limite des 1,75 % de leurs revenus imposables. La limite est portée à 6 % pour les dons à des Fondations ou à des Associations reconnues d'utilité publique.

" NÉPAL. ENFANCE ET LUMIÈRE " Association qui prend en charge l'éducation des filles les plus pauvres de ce pays, recherche des jeunes femmes bénévoles très motivées pour travailler dans son home d'enfants à Katmandu :

- 23 ans minimum
- parlant anglais
- bonne santé, équilibre nerveux et moral d'acier
- ayant déjà voyagé
- intéressées par l'enfance et l'éducation

Leur travail sera d'aider aux devoirs, surveiller la scolarité et la santé des enfants, avoir des rapports avec l'école et les familles, superviser la bonne marche du home.

Nous offrons: - le logement et la nourriture
- une expérience humaine exceptionnellement enrichissante.

Durée de la mission : 5 à 10 mois.

Envoyer C.V. avec photo et lettre manuscrite au siège : - 54 route de Coulangis - 18000 Bourges - Tel. 02 48 70 94 80

MARJUVIA. (Marginalisation des Jeunes dans la Ville Africaine) organise des **Séminaires** et publie des " **Cahiers** ":

Sommaire du N°3 : **Comptes rendus de séminaires** : L'enfance difficile à Bangui- A la rencontre des enfants d'Abidjan- Les enfants prostitués de Johannesburg- Les enfants dans la guerre au Mozambique - Les filles oubliées de Mexico.

Documents : En Afrique le naufrage des enfants de la rue - Le temps, l'argent, le sexe - A Lusaka, " toxico " à 5 ans- Un foyer pour les enfants de la rue à St Pétersbourg- A Bombay, "un travailleur du sexe" sur 10 a moins de 15 ans.

Comptes rendus et brèves notes de lecture.

Vous pouvez vous procurer ces cahiers, 54 Bd Raspail -75006 Paris - au prix de 50FF.

Guatemala: le problème posé par Anne Pascal dans la lettre aux adhérents de son Association semble être celui de tous. (-Ass. Les 3/4 du Monde - 18 rue Daniel Stern- 75015- Paris -)
extraits de sa lettre - **A vous de nous envoyer votre avis.**

" Quand les ressources se raréfient et que l'extrême misère augmente, plus que jamais il faut se coordonner. Des association Hollandaises ont accepté notre proposition d'organiser une réunion des donateurs. Nous avons proposé que chaque association **s'engage au minimum pour une durée de 3 ans.** Les actions menées exigent une continuité sans faille sur plusieurs années. Or, la philosophie des agences donatrices consiste à accorder un soutien temporaire à un partenaire local, le temps de l'aider à commencer ses activités, puis à laisser l'Etat prendre le relais. **On note une contradiction dans la position des agences : elles ne s'estiment pas en mesure de s'engager à moyen terme sur le montant de l'aide qu'elles peuvent apporter. L'incertitude de leur concours maintient "Cedic" et "Solo para Mujeres" dans une situation permanente de précarité, atteignant un degré tel qu'elle menace leur survie. Or ces mêmes agences expriment des exigences de planification à moyen et long terme dont elles font une condition pour apporter leur financement.**

Beaucoup de ceux qui financent laissent dans l'incertitude les responsables des associations assurant le travail de terrain.

Un seul exemple, 3 semaines à l'avance, nul ne savait si l'Union Européenne continuerait ou non à financer la ferme- foyer de Zacapa."

A PROPOS DES RÉUNIONS DE REPPER...

Nous avons envisagé 2 Assemblées Générales par an : une début Octobre, l'autre fin Juin.
La seconde semble se situer à un moment où chacun est très occupé et " professionnellement " et "familialement " et " associativement ".

QUE PROPOSEZ VOUS ?

- D'autres dates ?
- Lesquelles ?
- Une seule réunion vous semble t-elle suffisante ?
- Si oui, à quel moment de l'année ?

-Voulez vous être prévenus lorsqu'un responsable de projet est de passage à Paris et désirez vous que nous organisions avec lui, autour d'un thème de son choix, des réunions en petit comité ?

Lors de la dernière rencontre, le 11 Janvier 97, les 20 associations représentées ont opté pour 2 réunions par an : fin Janvier, début Février - fin Septembre, début Octobre.

La parole est à vous, qui étiez absents. Mais nous ne pouvons pas attendre pour décider la date de la 5ème Assemblée de Repper. **Elle aura lieu :**

- LE SAMEDI 4 OCTOBRE 1997 - DE 10H à 17H -

- Chez Médecins du Monde - 62 rue Marcadet - 75018- Paris -

Notez bien la date. Nous n'enverrons pas de rappel (souci d'économies!)

FORUM D'AGEN

Les 23,24,25 Octobre 1997

Comme en 1995, " Construire " pourrait envisager de retenir un stand commun. Nous souhaiterions que les Associations intéressées nous le fasse savoir **avant le 30 Juin 1997**